

## Résultats annuels 2014 en hausse Bonne performance des énergies décarbonées Ambition 2018 confirmée

- **EBITDA Groupe** : 17,3 Mds€, +6,5% de croissance organique<sup>1</sup>, +3,2% hors Edison et rattrapage tarifaire<sup>2</sup>
- **Performance record des énergies décarbonées**
  - Production nucléaire France : 415,9 TWh, 2<sup>ème</sup> meilleure performance depuis 6 ans
  - Emissions de CO<sub>2</sub> France<sup>3</sup> : 17 g/kWh, plus bas historique
  - Capacités renouvelables en construction<sup>4</sup> : 2,2 GW, plus haut historique
- **Résultat net courant** : 4 852 M€, +17,9%
- **Résultat net part du Groupe** : 3 701 M€, +5,2%
- **Ratio d'endettement financier net sur EBITDA** : 2,0x contre 2,1x au 31 décembre 2013
- **Dividende proposé au titre de 2014** : 1,25 €/action en numéraire, correspondant à 52% de taux de distribution<sup>5</sup> et 58% hors rattrapage tarifaire

### Objectifs financiers pour 2015 :

- **EBITDA Groupe**<sup>6</sup> : croissance organique de 0 à 3%
- **Ratio d'endettement financier net / EBITDA** : entre 2x et 2,5x
- **Taux de distribution du résultat net courant post hybride** : 55% à 65%

### Ambition 2018 :

- **Plan d'actions renforcé sur les leviers de génération du cash flow**
  - Croissance de l'EBITDA, équilibre CSPE, plan BFR, maîtrise des investissements nets
- **Cash flow après dividendes**<sup>7</sup> : positif en 2018

Le Conseil d'administration d'EDF, réuni le 11 février 2015 sous la présidence de Jean-Bernard Lévy, a arrêté les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

Jean-Bernard Lévy, Président-Directeur Général d'EDF a déclaré : «2014 est une bonne année pour EDF qui affiche des résultats opérationnels et financiers solides, avec en particulier une excellente performance des énergies décarbonées. En France, la production nucléaire est supérieure à l'objectif et le groupe atteint son plus bas niveau historique d'émissions de CO<sub>2</sub>. EDF Energies Nouvelles bat son record de nouveaux chantiers solaires et éoliens dans le monde. La transition énergétique est une opportunité qui permet au Groupe de valoriser ses technologies et ses compétences uniques. J'ai la conviction qu'EDF a tous les atouts pour en être un acteur essentiel et confirmer ainsi son leadership mondial.»

<sup>1</sup> A périmètre et change comparables

<sup>2</sup> Impact de la régularisation des tarifs réglementés de vente pour la période du 23 juillet 2012 au 31 juillet 2013 suite à la décision du Conseil d'Etat du 11 avril 2014

<sup>3</sup> France métropolitaine et SEI, hors production insulaire

<sup>4</sup> Capacités brutes mises en construction par EDF Énergies Nouvelles au 31 décembre 2014

<sup>5</sup> Taux appliqué au Résultat Net Courant ajusté de la rémunération des émissions hybrides comptabilisée en fonds propres

<sup>6</sup> A périmètre et change comparables, et hors impacts de la régularisation des tarifs réglementés de vente de 744 millions d'euros sur l'EBITDA 2014 suite à la décision du Conseil d'Etat du 11 avril 2014

<sup>7</sup> Hors Linky

**Évolution des résultats annuels du groupe EDF**

<i>En millions d'euros</i>	2013 retraité*	2014	Variation vs 2013 retraité (%)	Croissance organique (%)
Chiffre d'affaires	71 916	72 874	+1,3	(1,4)
EBITDA	16 099	17 279	+7,3	+6,5
EBITDA hors Edison et hors rattrapage tarifaire	15 131	15 734	4,0	3,2
EBIT	8 334	7 984	(4,2)	(4,3)
Résultat net part du Groupe	3 517	3 701	+5,2	+6,2
<i>Résultat par action</i>	1,84	1,78 <sup>8</sup>		
Résultat net courant	4 117	4 852	+17,9	+18,7

\***Données retraitées** : Les données 2013 sont retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective d'IFRS 10 et 11

**Évolution de l'EBITDA du groupe EDF**

<i>En millions d'euros</i>	2013 retraité	2014	Croissance organique (%)
France	10 778	12 198	+12,6 <sup>9</sup>
Royaume-Uni	1 992	1 941	(8,5)
Italie	1 059	886	(17,3)
Autre International	814	632	(21,4)
Autres activités	1 456	1 622	+15,0
<b>Total Groupe</b>	<b>16 099</b>	<b>17 279</b>	<b>+6,5</b>

Dans un secteur énergétique européen en profonde mutation et un environnement réglementaire incertain, le groupe EDF enregistre une hausse de ses résultats par rapport à 2013. Grâce au niveau record des énergies décarbonées dans son mix de production électrique, EDF réduit à nouveau ses émissions de CO<sub>2</sub> – à 102 g/kWh au niveau Groupe et 17 g/kWh en France – et confirme son leadership en matière de lutte contre le changement climatique.

L'EBITDA du Groupe ressort en croissance organique de 6,5% à 17 279 millions d'euros. Avec une croissance organique de 12,6%, l'EBITDA de la France a bénéficié de la bonne performance du parc de production nucléaire et du rattrapage des tarifs réglementés de vente 2012-2013, dans un contexte pourtant marqué par une baisse de 25,4 TWh de la consommation des clients finals liée à la douceur du climat.

<sup>8</sup> BPA=(RNPG - rémunérations hybride)/nombre moyen d'actions en circulation. En 2014, la rémunération hybride s'est élevée à 388 M€  
<sup>9</sup> +5,8% hors rattrapage tarifaire

---

Au Royaume-Uni, l'EBITDA est en baisse organique de 8,5% à 1 941 millions d'euros, impacté par l'arrêt non programmé sur le second semestre des réacteurs des centrales de Heysham 1 et Hartlepool.

En Italie, la bonne performance opérationnelle d'Edison permet de dépasser l'objectif d'un EBITDA supérieur à 600 millions d'euros hors effets non récurrents des renégociations et arbitrages des contrats gaziers, avec une hausse de plus de 10% en organique.

Le segment Autre International, qui enregistre un EBITDA en baisse organique de 21,4%, continue d'être pénalisé par les conditions de marché défavorables et la douceur du climat en Belgique et en Pologne.

L'EBITDA du segment Autres activités, en hausse organique de 15%, reflète les bonnes performances d'EDF Énergies Nouvelles, en croissance organique de 6,2%, et d'EDF Trading, +19,9% en organique.

### **Performance opérationnelle : amélioration continue des conditions d'exploitation**

La production nucléaire en France enregistre une hausse de 3% à 415,9 TWh, dépassant le haut de la fourchette de 410-415 TWh que le Groupe s'était fixée. Cette performance résulte de la réduction de moitié de la durée moyenne de prolongation des arrêts programmés en 2014, grâce au succès du plan de maîtrise initié en 2013. Elle s'accompagne également d'une amélioration dans le domaine de la sûreté avec une baisse de 9% du nombre d'arrêts automatiques de réacteur, indicateur de la qualité et de la rigueur dans l'exploitation.

En 2015, EDF prévoit un volume d'arrêts programmés équivalent à 2014, avec notamment la poursuite du programme de remplacement des gros composants et la première visite décennale des 30 ans sur le palier 1 300 MW à Paluel. Dans ce contexte, le Groupe vise à nouveau une production nucléaire comprise entre 410 et 415 TWh en 2015.

La production hydraulique en France s'établit à 37,5 TWh, soit une baisse de 12% qui constitue un retour à la normale par rapport à la production exceptionnelle enregistrée en 2013 du fait de conditions hydrologiques très favorables.

La production des centrales thermiques à flamme en France s'élève à 6,9 TWh, soit -8,7 TWh par rapport à 2013. Cette diminution provient, d'une part, d'une plus faible sollicitation du parc thermique à flamme liée aux conditions climatiques et à un écart moins favorable entre les prix de l'électricité et ceux des combustibles fossiles, et d'autre part, de la mise à l'arrêt de deux unités charbon.

Ainsi, la production globale en France continentale s'élève à 460,3 TWh en 2014, en baisse de 1,5 TWh par rapport à 2013, une bonne performance dans un contexte où la consommation des clients finals a chuté de 7% principalement du fait de la douceur du climat.

Les émissions de CO<sub>2</sub> en France<sup>10</sup> atteignent leur plus bas niveau historique à 8 millions de tonnes, soit 17 g/kWh. Liée d'une part à des conditions climatiques et de marché favorables en 2014, cette performance remarquable s'inscrit d'autre part dans une tendance générale de réduction des émissions d'EDF. Cette politique repose notamment sur l'adaptation du parc thermique à flamme avec la modernisation de certaines unités charbon et la construction de moyens de production au gaz plus flexibles en remplacement des unités charbon mises à l'arrêt.

---

<sup>10</sup> France métropolitaine et SEI, hors production insulaire

---

L'activité de distribution en France enregistre une performance opérationnelle exceptionnelle, avec un temps de coupure moyen<sup>11</sup> d'ERDF de 64 minutes, à son niveau le plus bas depuis 9 ans.

Au Royaume-Uni, la production nucléaire s'élève à 56,3 TWh en 2014, en diminution de 4,2 TWh. Celle-ci résulte essentiellement de l'arrêt non programmé en août 2014 des centrales d'Heysham 1 et de Hartlepool. Suite à l'inspection des générateurs de vapeur, ces centrales ont pu être remises en service fin 2014 et début 2015 à puissance réduite. La production du reste du parc nucléaire a quant à elle enregistré une très bonne performance opérationnelle. EDF Energy prévoit en 2015 une hausse de la production nucléaire par rapport à 2014.

Compte tenu des allongements de durées de fonctionnement annoncés par EDF Energy, dont celui de Dungeness B pour 10 ans jusqu'en 2028, l'allongement moyen de la durée de fonctionnement attendu pour les sept centrales de types RAG (réacteurs avancés refroidis au gaz) s'élève à 8 ans par rapport aux dates de fermeture prévues au moment de l'acquisition de British Energy en janvier 2009.

En Italie, Edison affiche une bonne performance opérationnelle liée notamment à une production hydroélectrique de près de 5 TWh, en hausse de 23% par rapport à 2013, année déjà marquée par une bonne performance du parc hydraulique.

### **Renforcement de la maîtrise des charges d'exploitation**

Le Groupe a poursuivi et renforcé ses efforts de maîtrise des charges d'exploitation. Alors que la mise en œuvre du Programme Spark en 2013 avait permis de limiter leur hausse à 1,1%<sup>12</sup>, l'augmentation des charges d'exploitation continue de ralentir en 2014 à +0,9%<sup>13</sup>.

### **Résultat net part du Groupe en hausse de 5,2%**

Le résultat net part du Groupe s'élève à 3 701 millions d'euros, en hausse de 5,2% par rapport à 2013 soutenu par la performance opérationnelle et financière du Groupe, et malgré l'impact négatif d'éléments non récurrents.

La charge financière nette est en forte baisse en 2014 à -2 551 millions d'euros, comparé à -2 942 millions d'euros en 2013, grâce notamment aux plus-values sur cessions d'actifs dédiés et, dans une moindre mesure, à la baisse du coût de l'endettement financier.

Le résultat net part du Groupe intègre des éléments non récurrents pour un montant de -1 151 millions d'euros, à comparer à -600 millions d'euros en 2013, qui correspondent principalement à des pertes de valeur enregistrées au Benelux et sur Alpiq ainsi qu'à l'impact positif de la réforme des retraites en 2013 sans équivalent en 2014.

Retraité de ces éléments, le résultat net courant s'élève à 4 852 millions d'euros en 2014 comparé à 4 117 millions d'euros en 2013, soit une hausse de 17,9%.

---

<sup>11</sup> Hors RTE et hors incidents exceptionnels

<sup>12</sup> A périmètre, change et méthode constants

<sup>13</sup> A périmètre et change constants

---

### **Dividende proposé au titre de 2014 : 1,25 euro par action en numéraire**

Le Conseil d'administration d'EDF du 11 février 2015 a décidé de proposer à l'Assemblée générale qui se prononcera sur l'approbation des comptes annuels le versement d'un dividende en numéraire de 1,25 euro par action au titre de l'exercice 2014, correspondant à un taux de distribution de 52% du résultat net courant post hybride et 58% hors rattrapage tarifaire.

En tenant compte de l'acompte sur dividende de 0,57 euro par action payé en décembre 2014, le solde du dividende à distribuer au titre de l'exercice 2014 s'élève à 0,68 euro par action pour les actions bénéficiant du dividende ordinaire et à 0,805 euro par action pour les actions bénéficiant du dividende majoré.

La date de mise en paiement du dividende proposée sera le 5 juin 2015, la date de détachement étant alors fixée au 3 juin 2015.

### **Investissements nets<sup>14</sup> : stables à 12 milliards d'euros en 2014**

Les investissements nets du Groupe s'élèvent à 12 milliards d'euros, un niveau équivalent à celui de 2013 (11,8 milliards d'euros) compte tenu des investissements de Dalkia consolidé sur 5 mois en 2014, et sous la fourchette de 13 à 13,5 milliards d'euros annoncée en février 2014. Au sein de l'enveloppe, 48% ont été alloués à la maintenance, 26% au développement et 26% aux activités régulées.

Les investissements nets hors Linky en France sont stables par rapport à 2013 à 8 734 millions d'euros. Au Royaume-Uni, les investissements nets ressortent en hausse de près de 30% à 1 519 millions d'euros du fait de dépenses en hausse sur le nouveau nucléaire et de cessions de parcs éoliens plus importantes en 2013 qu'en 2014. Avec une hausse de près de 7% à 634 millions d'euros, EDF Énergies Nouvelles continue de déployer son modèle d'activité qui se traduit par un effort d'investissement particulièrement important associé à un volume élevé de cessions dans le cadre de l'activité de Développement-Vente d'Actifs Structurés (DVAS).

---

<sup>14</sup> Investissements nets hors Linky et hors opérations stratégiques

### Poursuite du renforcement de la structure financière

	31/12/2013 <sup>15</sup>	31/12/2014
Endettement financier net ( <i>en milliards d'euros</i> )	33,4	34,2
Endettement financier net / EBITDA	2,1x	2,0x

L'endettement financier net s'élève à 34,2 milliards d'euros au 31 décembre 2014, en hausse de 0,8 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2013. Le ratio d'endettement financier net / EBITDA ressort à 2x, dans le bas de la fourchette de 2x à 2,5x que le Groupe s'était fixée.

La maturité moyenne de la dette brute du Groupe au 31 décembre 2014 a été portée à 13,2 ans contre 8,9 ans au 31 décembre 2013. Parallèlement, le coût de l'endettement financier est en légère diminution, l'augmentation de la dette brute ayant été compensée par la baisse du coupon moyen, qui s'établit à 3,3% fin 2014 à comparer à 3,8 % fin 2013, principalement due à des opérations de variabilisation de la dette.

En janvier 2014, le Groupe a déployé la deuxième phase de son programme d'émissions hybrides lancé en 2013 et levé 4 milliards d'euros<sup>16</sup> en trois devises et 4 tranches, portant ainsi le financement par titres hybrides à 10,1 milliards d'euros comptabilisés en capitaux propres. Cette émission contribue à mettre en adéquation le financement hybride du Groupe avec ses besoins en capitaux pour les projets de développement.

Le cash flow opérationnel s'établit à 11,7 milliards d'euros en 2014 contre 12,6 milliards d'euros en 2013, avec une augmentation de l'impôt sur le résultat payé de 678 millions d'euros en 2014. Il permet de couvrir la quasi-intégralité des investissements nets d'un montant de 12 milliards d'euros.

Par ailleurs, la variation du besoin en fonds de roulement s'établit à -1 041 millions d'euros sur l'année 2014, sous l'effet d'un certain nombre de facteurs exceptionnels : d'une part, la hausse des créances clients liée, pour -979 millions d'euros, au rattrapage des tarifs réglementés de ventes 2012-2013 qui ne seront encaissées qu'à partir de 2015, et l'augmentation de la créance d'exploitation CSPE pour -699 millions d'euros ; d'autre part, le climat doux de 2014 qui génère une diminution des créances clients. Par ailleurs, la variation du besoin en fonds de roulement bénéficie des premiers effets favorables du plan BFR.

Ainsi, le cash flow après investissements nets s'établit à -1 395 millions d'euros, en baisse par rapport à 2013 où il s'établissait à -964 millions d'euros.

Le cash flow après dividendes s'établit à -4 007 millions d'euros contre -314 millions d'euros en 2013 qui avait bénéficié du retrait d'actifs dédiés suite à l'affectation de la créance CSPE, pour 2,4 milliards d'euros, et des cessions sur opérations stratégiques, pour 0,8 milliard d'euros.

<sup>15</sup> Les données 2013 sont retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective d'IFRS 10 et 11

<sup>16</sup> Équivalent en euros des montants en dollars, en euros et en sterling

---

## Objectifs 2015

L'année 2014 a été riche de développements importants pour l'avenir du groupe EDF. Avec l'approbation reçue de la Commission européenne du « *contrat pour différence* » et de la *garantie d'Infrastructure UK*, le projet Hinkley Point C de nouveau nucléaire britannique a franchi une étape importante vers la décision finale d'investissement<sup>17</sup>. Avec l'intégration des activités en France de Dalkia, le Groupe dispose maintenant d'une plateforme à la mesure de ses ambitions dans les services énergétiques. Les solutions de financement innovantes issues du partenariat avec Amundi ouvrent la voie à un développement accéléré des projets identifiés par le Groupe pour répondre aux enjeux de la transition énergétique.

En 2015, le Groupe devra aborder plusieurs grands enjeux structurants pour son équation financière. Des enjeux industriels autour : du parc nucléaire existant en France avec le déploiement du programme de Grand Carénage ; de la finalisation des accords et de la structure de financement du projet Hinkley Point C en vue de la décision finale d'investissement ; et de la conclusion du cycle actuel de renégociation des contrats gaz chez Edison. Il s'agira également d'enjeux commerciaux liés à la fin des tarifs réglementés de vente jaune et vert et à la formule de l'ARENH. Enjeux de politique énergétique enfin, avec l'adoption attendue de la loi de transition énergétique pour la croissance verte.

Dans ce contexte, le Groupe annonce les objectifs financiers suivants pour 2015 :

- **EBITDA Groupe<sup>18</sup>** : croissance organique de 0 à 3%
- **Ratio d'endettement financier net / EBITDA** : entre 2x et 2,5x
- **Taux de distribution du résultat net courant post hybride<sup>19</sup>** : 55% à 65%

---

<sup>17</sup> Les prochaines étapes préalables à une décision finale d'investissement incluent notamment : la conclusion d'accords avec les partenaires stratégiques et financiers du projet ; l'approbation par la Commission européenne et le gouvernement britannique des dispositions relatives au contrat de transfert des déchets ; la mise en place de la garantie de financement dans le cadre du programme « Infrastructure UK » ; la finalisation du « Contrat pour différence » (CfD) et des contrats avec les principaux fournisseurs.

<sup>18</sup> A périmètre et change comparables, et hors impacts de la régularisation des tarifs réglementés de vente 2012-2013

<sup>19</sup> Résultat Net Courant ajusté de la rémunération des émissions hybrides comptabilisée en fonds propres

---

## Feuille de route pour un cash flow positif<sup>20</sup> en 2018

Le Groupe avait annoncé en février 2014 son ambition d'atteindre un cash flow après dividendes hors Linky positif en 2018.

Compte tenu des évolutions survenues en 2014 sur des aspects structurants du cash flow, le Groupe a mis en place une feuille de route qui lui permet de confirmer cette ambition.

Concernant l'EBITDA, le Groupe s'attache à maximiser sa marge brute et renforcer les efforts engagés en matière de maîtrise des dépenses opérationnelles en tenant compte du contexte réglementaire et de marché en évolution.

Le plan d'actions s'appuie par ailleurs sur la poursuite de l'amélioration du besoin en fonds de roulement, avec un objectif d'optimisation du cash flow de 1,8 milliard d'euros en 2018 sur une référence normalisée.

Enfin, conformément à ce qui avait été annoncé début 2014, la trajectoire d'investissements nets du Groupe connaîtra un pic en 2015, mais celui-ci est toutefois ramené à 13 milliards d'euros. Les investissements nets hors nouveaux développements devraient ensuite diminuer progressivement au fur et à mesure des mises en service pour atteindre un maximum de 11 milliards d'euros en 2018. Les investissements correspondant à de nouveaux développements seront pour l'essentiel financés par réallocation de capital issu de cessions d'actifs non stratégiques dont la valeur sera optimisée sur la durée du plan.

---

<sup>20</sup> Cash flow après dividendes hors Linky



**Principaux résultats du Groupe par segment**
**France : une bonne performance opérationnelle malgré l'effet climat**

<i>En millions d'euros</i>	2013 retraité*	2014	Croissance organique (%)
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>40 210</b>	<b>39 910</b>	<b>(0,2)</b>
<b>EBITDA</b>	<b>10 778</b>	<b>12 198</b>	<b>+12,6</b>
<i>Dont EBITDA Production et commercialisation (non régulé)</i>	6 705	7 929	+17,3
<i>Dont EBITDA régulé</i>	4 073	4 269	+4,8

\* Données retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective d'IFRS 10 et 11

**En France**, le chiffre d'affaires s'élève à 39 910 millions d'euros, en décroissance organique de 0,2% par rapport à 2013. L'EBITDA progresse à 12 198 millions d'euros, soit une croissance organique de 12,6% dont 6,8% liés au rattrapage tarifaire.

**Dans les activités de production et commercialisation (non régulé)**, l'EBITDA augmente de 17,3% en organique. Retraité de l'impact du rattrapage des tarifs réglementés de vente 2012-2013 pour 731 millions d'euros, l'EBITDA est en progression organique de 430 millions d'euros, soit +6,4%. Cette croissance s'explique notamment par la bonne performance de la production nucléaire (+289 millions d'euros), la hausse de la part énergie hors acheminement des tarifs réglementés de vente (+413 millions d'euros), et la baisse des coûts associés aux quotas d'émissions de CO<sub>2</sub>. Ces éléments positifs compensent l'impact défavorable du climat (-141 millions d'euros) et la baisse de la production hydraulique (-170 millions d'euros), l'année 2013 ayant été marquée par une excellente hydraulité. La hausse modérée (+0,7%) des autres consommations externes et des charges de personnels s'explique notamment par des efforts de maîtrise des dépenses et par les bons résultats du programme d'arrêts des tranches nucléaires.

**Dans les activités régulées**<sup>21</sup>, l'EBITDA s'élève à 4 269 millions d'euros, en croissance organique de 4,8% portée par les activités insulaires qui ont bénéficié de l'effort d'investissement du Groupe depuis 2009 avec les mises en service de nouvelles centrales par la filiale EDF PEI. Dans les activités de réseaux de distribution, les effets défavorables du climat doux (-385 millions d'euros) sont partiellement compensés par la hausse du TURPE et un moindre coût des achats de pertes lié à la baisse des prix de marché de l'électricité.

Par ailleurs, le temps de coupure moyen toutes causes confondues<sup>22</sup> a été ramené à 64 minutes par ERDF en 2014 comparé à 82 minutes en 2013, soit le plus bas niveau depuis 9 ans, traduisant les effets du renforcement des investissements dans la qualité de la desserte, à 904 millions d'euros en 2014, en croissance de 3,4% par rapport à 2013 et de 47% par rapport à 2010.

<sup>21</sup> ERDF et activités insulaires

<sup>22</sup> Hors RTE et hors incidents exceptionnels

**Royaume-Uni : performance en baisse  
principalement du fait des arrêts non programmés dans le nucléaire**

<i>En millions d'euros</i>	<b>2013 retraité*</b>	<b>2014</b>	<b>Croissance organique (%)</b>
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>9 782</b>	<b>10 160</b>	<b>(1,9)</b>
<b>EBITDA</b>	<b>1 992</b>	<b>1 941</b>	<b>(8,5)</b>

\* Données retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective d'IFRS 10 et 11

**Au Royaume-Uni**, le chiffre d'affaires du segment s'élève à 10 160 millions d'euros, en décroissance organique de 1,9% par rapport à 2013. L'EBITDA enregistre une baisse organique de 8,5% à 1 941 millions d'euros. Il intègre un effet change favorable de 116 millions d'euros.

La décroissance de l'EBITDA reflète la baisse de 4,2 TWh de la production nucléaire qui s'établit à 56,3 TWh suite à l'arrêt non programmé en août des réacteurs des centrales d'Heysham 1 et Hartlepool, qui ont redémarré fin 2014 et début 2015. L'impact de ces arrêts a été partiellement compensé par la très bonne performance opérationnelle du reste du parc nucléaire.

Les activités fourniture d'EDF Energy bénéficient par ailleurs de la progression de l'activité B2C – malgré l'effet défavorable du climat doux sur les volumes de gaz vendus – grâce notamment à la poursuite des efforts pour réduire les coûts et à la hausse moyenne des comptes clients (+194 000).

**Italie : bonne performance opérationnelle hors effets des renégociations gaz**

<i>En millions d'euros</i>	2013 retraité*	2014	Croissance organique (%)
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>12 689</b>	<b>12 687</b>	<b>(0,4)</b>
<b>EBITDA</b>	<b>1 059</b>	<b>886</b>	<b>(17,3)</b>

\* Données retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective d'IFRS 10 et 11

En **Italie**, le chiffre d'affaires s'élève à 12 687 millions d'euros, soit -0,4% en organique par rapport à 2013. L'EBITDA du segment enregistre une baisse organique de 17,3% à 886 millions d'euros.

Cette baisse est liée à la diminution de l'EBITDA d'Edison qui s'établit à 801 millions d'euros sur l'année 2014, en retrait organique de 176 millions d'euros (soit -18,2%) en raison d'effets non récurrents des renégociations et arbitrages sur les contrats long terme gaziers plus importants en 2013 (Algérie et Qatar) qu'en 2014 (Russie).

Corrigé de ces effets, l'EBITDA est en hausse organique de plus de 10% traduisant la bonne performance opérationnelle d'Edison liée à des conditions hydrologiques très favorables sur l'ensemble de l'année, et à l'optimisation du potentiel de flexibilité des centrales thermiques.

L'aboutissement du deuxième cycle de négociation concernant le contrat gaz libyen est attendu pour le premier semestre 2015, ce qui permettra de conclure le cycle des révisions de prix sur l'ensemble des contrats ouvert fin 2012.

**Autre international : impact défavorable des conditions économiques et climatiques**

<i>En millions d'euros</i>	2013 retraité*	2014	Croissance organique (%)
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6 349</b>	<b>5 603</b>	<b>(11,1)</b>
<b>EBITDA</b>	<b>814</b>	<b>632</b>	<b>(21,4)</b>

\* Données retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective d'IFRS 10 et 11

Le chiffre d'affaires du segment **Autre international** s'élève à 5 603 millions d'euros, en baisse organique de 11,1% par rapport à 2013. L'EBITDA est en diminution organique de 21,4%, à 632 millions d'euros.

L'EBITDA de la Belgique est en décroissance organique de 158 millions d'euros, notamment pénalisé par une baisse des volumes de gaz vendus du fait de la douceur du climat, et par la baisse des marges électricité liée à des conditions de marché difficiles. Le segment subit également l'impact négatif des arrêts des centrales nucléaires de Doel 4 entre le 4 août et le 19 décembre 2014, et de Doel 3 et Tihange 2 depuis mars 2014.

En Pologne, l'EBITDA enregistre une décroissance liée à la baisse des prix sur les marchés de gros de l'électricité et d'une baisse des volumes de chaleur vendus du fait du climat doux. Ces effets négatifs n'ont été que partiellement compensés par une amélioration de la marge sur la production d'énergies vertes et un retour du soutien aux cogénérations.

En revanche, l'EBITDA du Brésil bénéficie de l'amélioration des marges électricité grâce à des conditions de marché favorables.

**Autres activités : bonne performance opérationnelle de l'ensemble du segment**

<i>En millions d'euros</i>	2013 retraité*	2014	Croissance organique (%)
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>2 886</b>	<b>4 514</b>	<b>+0,8</b>
<b>EBITDA</b>	<b>1 456</b>	<b>1 622</b>	<b>+15,0</b>

\* Données retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective d'IFRS 10 et 11

Le chiffre d'affaires du segment **Autres activités** enregistre une hausse organique de 0,8% à 4 514 millions d'euros. L'EBITDA ressort en hausse de 15,0% en organique à 1 622 millions d'euros.

L'EBITDA d'EDF Énergies Nouvelles s'élève à 690 millions d'euros, en progression organique de 40 millions d'euros (+6,2%) par rapport à 2013 sous l'effet d'une activité DVAS particulièrement dynamique en 2014. EDF Énergies Nouvelles a par ailleurs poursuivi le développement de son activité d'exploitation-maintenance avec près de 12 GW de capacités sous gestion au 31 décembre 2014 à comparer à 9 GW à fin 2013.

EDF Trading enregistre un EBITDA de 632 millions d'euros en 2014, en croissance organique de 105 millions d'euros (+19,9%) par rapport à 2013 portée notamment par la bonne performance des activités en Amérique du Nord.

L'EBITDA du Groupe enregistre une contribution des activités de Dalkia de 32 millions d'euros, du fait d'une consolidation sur 5 mois et des écritures du bilan d'ouverture.

---

## Principaux faits marquants postérieurs à la communication du troisième trimestre 2014

### Mises en services EDF Énergies Nouvelles

Entre le 24 novembre 2014 et le 29 janvier 2015, EDF Énergies Nouvelles a annoncé la mise en service de plusieurs projets. En France, les parcs éoliens de Trécon Clamanges (4 MW) en Champagne Ardenne, et de Plateau d'Andigny (21 MW) et de Basse Thiérache Sud (24 MW) en Picardie ont été mis en service, ainsi que la centrale solaire avec stockage de Toucan de 5 MWc en Guyane. Au Royaume-Uni, le Groupe a mis en service le parc éolien de Barmoor (12 MW). En Amérique du Nord, ont été mis en service le parc éolien de Hereford (200 MW) aux États-Unis, la phase 1 du parc éolien de Rivière-du-Moulin (150 MW) et les parcs éoliens Le Granit et La Mitis (50 MW de puissance cumulée) au Québec. En Afrique du Sud, EDF Énergies Nouvelles a mis en service son premier parc éolien, le parc de Grassridge de 60 MW.

### EDF signe de nouveaux accords avec ses partenaires historiques en Chine

Le 29 janvier 2015, dans le cadre de leurs partenariats stratégiques, EDF et China General Nuclear Power Group (CGN) ont annoncé la signature d'un accord afin de partager leur retour d'expérience sur l'exploitation et l'ingénierie des parcs nucléaires existants pour maintenir les plus hauts niveaux de sûreté et conserver la cohérence entre les normes et les procédures françaises et chinoises. EDF a également signé un accord avec Huadian, un des premiers électriciens chinois, ouvrant la voie à de futures collaborations sur des projets communs en Chine et à l'international. Trois domaines seront particulièrement à l'étude : les centrales à cycle combiné gaz, les centrales hydrauliques et les énergies renouvelables.

### Snam, GIC et EDF Invest accueillent Crédit Agricole Assurances à leurs côtés au capital de TIGF

Le 28 janvier 2015, Snam, GIC et EDF Invest ont annoncé la conclusion d'un accord avec Crédit Agricole Assurances en vue de son entrée au capital de TIGF à hauteur de 10%. A l'issue de l'opération, Snam, GIC et EDF Invest percevront un peu plus de 180 millions d'euros, et détiendront avec Crédit Agricole Assurances respectivement 40,5%, 31,5%, 18,0% et 10,0% du capital de TIGF indirectement. Sous réserve des conditions usuelles, la réalisation de l'opération est prévue d'ici la fin du premier trimestre 2015.

### Programme d'investissements du parc nucléaire existant en France pour la période 2015 - 2025

Le 22 janvier 2015, Le Conseil d'administration d'EDF a approuvé le principe du programme du "Grand Carénage" destiné à rénover le parc nucléaire français, à augmenter le niveau de sûreté des réacteurs et, si les conditions en sont réunies, à prolonger leur durée de fonctionnement. Le Conseil d'administration a en outre souhaité que ce programme d'investissements fasse l'objet d'une conduite, d'un suivi et d'un contrôle exemplaires.

Le montant total des investissements s'établit au maximum à 55 milliards d'euros (2013) pour les 58 réacteurs du parc en fonctionnement à ce jour. Ce chiffre indicatif sera validé ultérieurement et progressivement après l'optimisation des solutions de déploiement du programme, les travaux d'évaluation complémentaires et la prise en compte des Programmations Pluriannuelles (PPE/Plan stratégique) prévues par le projet de loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte.

Ce programme industriel sera engagé progressivement, dans le respect des objectifs de la loi relative à la transition énergétique, des programmations pluriannuelles de l'énergie, des avis et prescriptions de l'Autorité de Sûreté Nucléaire, ainsi que des procédures d'autorisation prévues pour un fonctionnement des réacteurs au-delà de 40 ans. Son impact comptable sera étudié courant 2015.

---

## Accords d'EDF Énergies Nouvelles dans l'exploitation-maintenance

En décembre 2014, EDF Énergies Nouvelles a annoncé la signature de plusieurs contrats d'exploitation-maintenance (O&M) concernant la gestion d'installations éoliennes et solaires pour compte propre et compte de tiers. Les plus importants contrats portent sur 656 MW aux États-Unis, 599 MW en Italie et 588 MW au Canada.

## Accord avec Gazprom pour le rachat de la participation d'EDF dans South Stream

Le 29 décembre 2014, EDF et Gazprom ont signé un accord pour le rachat par Gazprom de la participation de 15% du groupe EDF, via sa filiale EDF International, dans le projet de gazoduc de South Stream (South Stream Transport BV<sup>23</sup>). Dans ce cadre et conformément aux accords pré-existants, EDF International a ainsi récupéré l'intégralité des sommes investies dans le projet.

## EDF s'associe à Eletronorte et CHESF au Brésil pour la construction du barrage hydroélectrique de SINOP

Le 12 décembre 2014, EDF, à travers sa filiale EDF Norte Fluminense, a pris une participation de 51% dans la Compagnie Énergétique de SINOP (CES), en charge de la construction et de l'exploitation de l'aménagement hydroélectrique de SINOP. Les deux autres actionnaires sont Eletronorte (24,5%) et CHESF (24,5%), filiales du groupe Eletrobras. La construction du barrage d'une puissance installée de 400 MW a démarré au printemps 2014 et sa mise en service commerciale est prévue au deuxième semestre 2017. L'analyse de la gouvernance mise en place entre les actionnaires de CES conclut à définir la participation du Groupe comme une coentreprise au sens d'IFRS 10, comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence.

## Paiement d'un acompte sur dividende de 0,57€ par action en numéraire au titre de l'exercice 2014

Le 10 décembre 2014, le Conseil d'administration d'EDF s'est réuni sous la Présidence de Jean-Bernard Lévy, Président-Directeur Général du groupe EDF, et a décidé de verser un acompte sur dividende en numéraire de 0,57€ par action au titre de l'exercice 2014.

## Conclusions de l'audit du management de la sûreté du parc nucléaire d'EDF par l'AIEA

Le 9 décembre 2014, les conclusions de la mission « Corporate OSART » ont été publiées par l'AIEA. Il s'agit de la première évaluation de l'intégration de la sûreté dans l'organisation et le fonctionnement des services centraux du groupe, après un premier examen de ce type auprès du tchèque CEZ en 2013. Cet audit a été réalisé sur une période de deux semaines par une équipe d'évaluation de la sûreté d'exploitation (OSART ou Operational Safety Review Team) composée d'experts provenant d'Autorités de sûreté nucléaire de pays tiers. Il a porté notamment sur la gestion des accidents graves, les ressources humaines, le support technique, la communication et les opérations de maintenance. Le bilan de l'évaluation est très satisfaisant, avec aucun écart relevé par rapport aux référentiels de l'AIEA et 17 bonnes pratiques identifiées susceptibles de devenir des standards internationaux.

---

<sup>23</sup> La société South Stream Transport BV était détenue à 50% par Gazprom, aux côtés d'Eni (20%), de Wintershall et d'EDF (15% chacun). Cette société avait été créée afin de construire la partie sous-marine du gazoduc South Stream.

---

## Gouvernance et Assemblée Générale Mixte du 21 novembre 2014

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires réunie le 21 novembre 2014 a modifié les statuts d'EDF en application de l'ordonnance n° 2014-948 du 20 août 2014 relative à la gouvernance et aux opérations sur le capital des sociétés à participation publique et statué sur la nouvelle composition du Conseil d'administration de la société. Le Conseil d'administration comprend désormais 11 administrateurs nommés par l'Assemblée générale, 6 administrateurs élus par les salariés et un Représentant de l'Etat. Les mandats des sept administrateurs suivants ont été renouvelés lors de l'Assemblée du 21 novembre 2014 : Olivier Appert, Philippe Crouzet, Bruno Lafont, Bruno Léchevin, Marie-Christine Lepetit, Colette Lewiner et Christian Masset. Quatre nouveaux administrateurs ont par ailleurs été nommés par l'Assemblée : Jean-Bernard Lévy, Gérard Magnin, Laurence Parisot et Philippe Varin. Monsieur Régis Turrini a été désigné Représentant de l'Etat au Conseil d'administration d'EDF.

Monsieur Jean-Bernard Lévy a été nommé Président-Directeur Général d'EDF par décret du 27 novembre 2014.

## EPR de Flamanville : Révision du planning

Le 18 novembre 2014, EDF a annoncé que les travaux préparatoires menés dans le cadre de la revue de projet avec l'ensemble des fournisseurs ont mis en évidence un décalage dans le planning du chantier et que le démarrage de l'installation est désormais prévu en 2017. Cette révision du planning résulte notamment : du retard observé dans les livraisons d'équipements tels que le couvercle et les structures internes de la cuve ; et de difficultés liées à la mise en place de la réglementation des équipements sous pression nucléaires (ESPN) pour laquelle Flamanville 3 est tête de série, en particulier sur certaines opérations de montage. La revue de projet permettra, avec l'ensemble des fournisseurs, de partager ces éléments pour les intégrer dans le calendrier du chantier et de définir précisément les conséquences des éléments mentionnés portés à la connaissance d'EDF afin de prendre toutes les décisions nécessaires pour le bon achèvement du chantier.



---

## ANNEXES

### Application des normes IFRS 10 et 11

Ces normes sont d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Les principales conséquences de ce changement de méthode comptable sont les suivantes :

- L'application de la norme IFRS 11 conduit à considérer les partenariats du groupe EDF comme des coentreprises et à les consolider par mise en équivalence, à l'exception de quelques entités non significatives qui sont considérées comme des opérations conjointes (consolidation de la quote-part des actifs, passifs, charges et produits relatifs aux intérêts détenus). Les principales sociétés concernées par un passage en mise en équivalence sont Dalkia International (cédée le 25 juillet 2014), CENG, ESTAG, SSE (cédée le 27 novembre 2013) et certaines filiales d'EDF Énergies Nouvelles et d'Edison.
- La nouvelle définition du contrôle donnée par IFRS 10 ne modifie pas de manière significative le périmètre de consolidation du Groupe.

Ce changement de méthode est comptabilisé de manière rétrospective conformément à la norme IAS 8. Les données comparatives 2013 sont retraitées en conséquence.

## Comptes de résultat consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	2014	2013 <sup>(1)</sup>
Chiffre d'affaires	72 874	71 916
Achats de combustible et d'énergie	(36 704)	(38 116)
Autres consommations externes	(9 181)	(8 287)
Charges de personnel	(11 785)	(11 291)
Impôts et taxes	(3 593)	(3 481)
Autres produits et charges opérationnels	5 668	5 358
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>17 279</b>	<b>16 099</b>
Volatilité IAS 39	203	14
Dotations aux amortissements	(7 940)	(7 154)
Dotations nettes aux provisions pour renouvellement des immobilisations en concession	(157)	(227)
(Pertes de valeur) / reprises	(1 189)	(617)
Autres produits et charges d'exploitation	(212)	219
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>7 984</b>	<b>8 334</b>
Coût de l'endettement financier brut	(2 243)	(2 262)
Effet de l'actualisation	(2 996)	(2 931)
Autres produits et charges financiers	2 688	2 251
<b>Résultat financier</b>	<b>(2 551)</b>	<b>(2 942)</b>
<b>Résultat avant impôts des sociétés intégrées</b>	<b>5 433</b>	<b>5 392</b>
Impôts sur les résultats	(1 839)	(1 896)
Quote-part de résultat net des entreprises associées et des coentreprises	179	262
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>3 773</b>	<b>3 758</b>
<b>Dont résultat net - part du Groupe</b>	<b>3 701</b>	<b>3 517</b>
Dont résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	72	241
<b>Résultat net part du Groupe par action en euros :</b>		
Résultat par action	1,78	1,84
Résultat dilué par action	1,78	1,84

(1) Les données comparatives 2013 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et 11.

## Bilans consolidés

**ACTIF**
*(en millions d'euros)*

	31.12.2014	31.12.2013 <sup>(1)</sup>
Goodwill	9 694	9 081
Autres actifs incorporels	8 884	7 860
Immobilisations en concessions de distribution publique d'électricité en France	50 257	48 796
Immobilisations en concessions des autres activités	7 851	7 450
Immobilisations de production et autres immobilisations corporelles du domaine propre	69 392	64 561
Participations dans les entreprises associées et les coentreprises	10 989	11 479
Actifs financiers non courants	33 485	29 611
Autres débiteurs non courants	2 024	1 924
Impôts différés actifs	2 626	2 171
<b>Actif non courant</b>	<b>195 202</b>	<b>182 933</b>
Stocks	14 747	14 204
Clients et comptes rattachés	23 176	21 892
Actifs financiers courants	20 752	17 847
Actifs d'impôts courants	600	554
Autres débiteurs courants	8 793	7 239
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 701	5 096
<b>Actif courant</b>	<b>72 769</b>	<b>66 832</b>
Actifs détenus en vue de leur vente	18	1 154
<b>Total de l'actif</b>	<b>267 989</b>	<b>250 919</b>

(1) Les données comparatives 2013 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et 11.

## Bilans consolidés

### CAPITAUX PROPRES ET PASSIF

(en millions d'euros)

	31.12.2014	31.12.2013 <sup>(1)</sup>
Capital	930	930
Réserves et résultats consolidés	34 261	33 277
<b>Capitaux propres - part du Groupe</b>	<b>35 191</b>	<b>34 207</b>
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle	5 419	4 998
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>40 610</b>	<b>39 205</b>
Provisions liées à la production nucléaire - Aval du cycle, déconstruction des centrales et derniers cœurs	42 398	40 427
Provisions pour déconstruction hors installations nucléaires	1 297	1 182
Provisions pour avantages du personnel	23 060	18 381
Autres provisions	1 841	1 480
<b>Provisions non courantes</b>	<b>68 596</b>	<b>61 470</b>
Passifs spécifiques des concessions de distribution publique d'électricité en France	44 346	43 454
Passifs financiers non courants	47 274	41 413
Autres créiteurs non courants	4 956	5 001
Impôts différés passifs	4 315	4 242
<b>Passif non courant</b>	<b>169 487</b>	<b>155 580</b>
Provisions courantes	5 254	4 834
Fournisseurs et comptes rattachés	14 864	14 157
Passifs financiers courants	14 184	14 647
Dettes d'impôts courants	441	1 340
Autres créiteurs courants	23 149	21 156
<b>Passif courant</b>	<b>57 892</b>	<b>56 134</b>
Passifs liés aux actifs détenus en vue de leur vente	-	-
<b>Total des capitaux propres et du passif</b>	<b>267 989</b>	<b>250 919</b>

(1) Les données comparatives 2013 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et 11.

## Tableaux de flux de trésorerie consolidés

<i>(en millions d'euros)</i>	2014	2013 <sup>(1)</sup>
<b>Opérations d'exploitation :</b>		
<b>Résultat avant impôt des sociétés intégrées</b>	<b>5 433</b>	<b>5 392</b>
Pertes de valeur (reprises)	1 189	617
Amortissements, provisions et variations de juste valeur	8 981	9 245
Produits et charges financiers	1 068	1 488
Dividendes reçus des entreprises associées et des coentreprises	672	369
Plus ou moins-values de cession	(1 311)	(880)
Variation du besoin en fonds de roulement	(1 041)	(1 711)
<b>Flux de trésorerie nets générés par l'exploitation</b>	<b>14 991</b>	<b>14 520</b>
Frais financiers nets décaissés	(1 752)	(1 719)
Impôts sur le résultat payés	(2 614)	(1 936)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'exploitation</b>	<b>10 625</b>	<b>10 865</b>
<b>Opérations d'investissement :</b>		
Investissements / cessions de titres de participation sous déduction de la trésorerie (acquise/cédée)	1 308	749
Investissements incorporels et corporels	(13 721)	(13 042)
Produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	314	229
Variations d'actifs financiers	(294)	357
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement</b>	<b>(12 393)</b>	<b>(11 707)</b>
<b>Opérations de financement :</b>		
Transactions avec les participations ne donnant pas le contrôle	259	(7)
Augmentation de capital souscrite par les minoritaires	96	169
Dividendes versés par EDF	(2 327)	(2 144)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle	(229)	(301)
Achats / ventes d'actions propres	2	4
<b>Flux de trésorerie avec les actionnaires</b>	<b>(2 199)</b>	<b>(2 279)</b>
Emissions d'emprunts	6 894	5 158
Remboursements d'emprunts	(7 470)	(8 263)
Emission de titres subordonnés à durée indéterminée	3 970	6 125
Rémunérations versées aux porteurs de titres subordonnés à durée indéterminée	(388)	(103)
Participations reçues sur le financement d'immobilisations en concession	177	171
Subventions d'investissement reçues	239	87
<b>Autres flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>3 422</b>	<b>3 175</b>
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement</b>	<b>1 223</b>	<b>896</b>
<b>Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(545)</b>	<b>54</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>5 096</b>	<b>5 035</b>
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(545)	54
Incidence des variations de change	113	14
Produits financiers sur disponibilités et équivalents de trésorerie	17	16
Incidence des reclassements	20	(23)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>4 701</b>	<b>5 096</b>

(1) Les données comparatives 2013 ont été retraitées de l'impact lié à l'application rétrospective des normes IFRS 10 et 11.



Le groupe EDF, un des leaders sur le marché de l'énergie en Europe, est un énergéticien intégré, présent sur l'ensemble des métiers : la production, le transport, la distribution, le négoce et la vente d'énergies. Premier producteur d'électricité en Europe, le Groupe dispose en France de moyens de production essentiellement nucléaires et hydrauliques fournissant à 97,6% une électricité sans émission de CO<sub>2</sub>. En France, ses filiales de transport et de distribution d'électricité exploitent 1 285 000 km de lignes électriques aériennes et souterraines de moyenne et basse tension et de l'ordre de 100 000 km de réseaux à haute et très haute tension. Le Groupe participe à la fourniture d'énergies et de services à environ 37,8 millions de clients, dont 28,3 millions en France. Le Groupe a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires consolidé de 72,9 milliards d'euros dont 45,2% hors de France. EDF, cotée à la Bourse de Paris, est membre de l'indice CAC 40.

### **Avertissement**

*Ce communiqué ne constitue pas une offre de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis ou dans tout autre pays. Aucune assurance ne peut être donnée quant à la pertinence, l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou opinions contenues dans ce communiqué, et la responsabilité des dirigeants d'EDF ne saurait être engagée pour tout préjudice résultant de l'utilisation qui pourrait être faite de ce communiqué ou de son contenu. Le présent document peut contenir des objectifs ou des prévisions concernant la stratégie, la situation financière ou les résultats du groupe EDF. EDF estime que ces prévisions ou objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables mais qui peuvent s'avérer inexactes et qui sont en tout état de cause soumises à des facteurs de risques et d'incertitudes. Il n'y a aucune certitude que les événements prévus auront lieu ou que les résultats attendus seront effectivement obtenus. Les facteurs importants susceptibles d'entraîner des différences entre les résultats envisagés et ceux effectivement obtenus comprennent notamment la réussite des initiatives stratégiques, financières et opérationnelles d'EDF fondées sur le modèle d'opérateur intégré, l'évolution de l'environnement concurrentiel et du cadre réglementaire des marchés de l'énergie, et les risques et incertitudes concernant l'activité du Groupe, sa dimension internationale, l'environnement climatique, les fluctuations des prix des matières premières et des taux de change, les évolutions technologiques, l'évolution de l'activité économique. Des informations détaillées sur ces risques potentiels et incertitudes sont disponibles dans le Document de Référence d'EDF déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 8 avril 2014, consultable en ligne sur le site internet de l'AMF à l'adresse [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org) ou celui d'EDF à l'adresse [www.edf.com](http://www.edf.com). EDF ne s'engage pas et n'a pas l'obligation de mettre à jour les informations de nature prévisionnelle contenues dans ce document pour refléter les faits et circonstances postérieures à la date de ce communiqué.*

N'imprimez ce message que si vous en avez l'utilité.

**EDF**

22-30, avenue de Wagram - 75382 Paris cedex 08

SA au capital de 930 004 234 euros - 552 081 317 R.C.S. Paris

[www.edf.fr](http://www.edf.fr)
**CONTACTS**
**Presse**

Carole Trivi : +33(1) 40 42 44 19

**Analystes et investisseurs**

Carine de Boissezon &amp; Kader Hidra : +33(1) 40 42 45 53